

Ma rencontre avec Lénine

Boris Eliacheff

Source: Boris Eliacheff, *Ma carrière autour du monde*. Paris, Presses de la Cité, 1972, pp. 90-96.

J'ai déjà dit que toute la préparation et l'exécution du coup d'État furent l'œuvre du Comité Militaire Révolutionnaire (C.M.R.) ^[1] près le « Soviet des députés des ouvriers et soldats de Petrograd ». Ce comité était officiellement installé au Smolny des le 23 octobre. Les autorités étaient parfaitement au courant de ses activités, mais sous-estimaient sa force. La stratégie et la tactique de ce centre d'action militaire furent dressées dans leurs moindres détails par Lénine qui, il faut le reconnaître, appliqua magistralement à l'insurrection les principes de guerre napoléoniens.

Le 7 novembre au matin fut distribué dans les rues [un tract imprimé](#) portant la signature du C.M.R. et annonçant la « *déposition du gouvernement provisoire, la victoire du peuple dans sa lutte pour la paix, la terre, le contrôle ouvrier de la production et la création d'un gouvernement des Soviets* ». Ce tract, rédigé comme on le sut plus tard par Lénine, nous fut donné à la sortie du Palais d'Hiver. Mon père me montra le passage souligné et dit mélancoliquement :

— Mensonge évident, mais, au fond... peut-être une courte anticipation seulement !

Ce fut, effectivement, une très courte anticipation puisque le IIe Congrès national des Soviets, réuni le 7 novembre, désignait le lendemain le premier gouvernement soviétique, le Conseil des Commissaires du peuple, présidé par Lénine. Les deux premiers décrets du nouveau gouvernement – qui figurent encore aujourd'hui dans tous les manuels et encyclopédies soviétiques – reprenaient les thèmes de la proclamation du C.M.R. de la veille en les développant. [Le décret relatif à la paix](#) demandait la conclusion d'une paix générale « *sans annexion ni contributions* ».

Cependant, la formulation des termes de cette paix « *juste et démocratique* », malgré un essai curieux de définir la notion d'annexion (« *toute adjonction à un État grand ou fort d'un peuple petit ou faible sans le consentement... librement et clairement exprimé par ce dernier...* »), la formulation des termes de cette paix et des moyens d'y parvenir demeurait vague. Certes, il était difficile dans l'ambiance du jour d'aller au-delà d'une expression de principe et la question de savoir si et dans quelles conditions une paix séparée serait acceptable était délibérément laissée dans l'ombre. Un passage du décret invitait « *les soldats dans les tranchées à demeurer vigilants et fermes, à défendre la révolution contre les agressions impérialistes jusqu'à ce que le gouvernement soviétique obtienne la conclusion d'une paix démocratique* ».

Mais le 22 novembre, [Lénine, par radio, s'adressait](#) à tous les comités élus par les soldats des armées en campagne leur accordant le droit de conclure un armistice avec l'ennemi sous réserve qu'il soit homologué par le Conseil des Commissaires du peuple. En fait, il s'agissait du droit – alloué jusqu'au niveau du régiment – de conclure des trêves. Il va de soi que toutes les puissances engagées dans le

[1] Le Comité militaire révolutionnaire (*Voyenno-revoljucionnyi Komitet, VRK*) du Soviet de Petrograd fut créé le 12 (25) octobre 1917. Il comprenait des représentants du Parti bolchevique, du Soviet de Petrograd, des comités d'entreprise, des syndicats et des organisations militaires. Il s'occupa principalement de la formation des détachements de la Garde Rouge, de l'armement des ouvriers et de la préparation de l'insurrection armée. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, le CMR eut pour tâche la lutte avec la contre-révolution et le maintien de l'ordre révolutionnaire. A mesure que se constituait et se consolidait l'appareil administratif soviétique, les fonctions du CMR passèrent graduellement aux Commissariats du peuple nouvellement formés. Le 5 (18) décembre 1917, le CMR fut officiellement dissous. (Note MIA)

conflit mondial étaient anxieuses d'être fixées sur les probabilités d'une paix séparée. Personnellement, contre tout espoir, j'espérais encore que la paix séparée pourrait être évitée car j'avais appris qu'au sein du comité directeur du parti régnant les avis étaient partagés. J'eus une première entrevue avec le professeur [M.I. Pokrovsky](#) et [N.I. Boukharine](#). Tandis que le premier était partisan d'une paix immédiate, d'accord ou non avec les alliés, le second estimait que la Révolution pour sa propre sauvegarde devait faire l'impossible pour arrêter la débandade de l'armée et considérait que mettre dans le même sac les impérialistes austro-allemands et leurs adversaires était une grave erreur.

Au niveau des ambassades et divers services militaires alliés accrédités à Petrograd, d'une part, et des autorités soviétiques, d'autre part, l'angoissant problème de la paix continuait à faire l'objet de contacts exploratoires et souvent de violentes discussions, même après la conclusion de l'armistice germano-soviétique du 2 décembre. Pour ma part, au double titre de militaire et de socialiste, il me paraissait urgent de connaître la véritable pensée de celui dont la voix décidait des choix du gouvernement. Aussi priai-je Boukharine de me ménager une entrevue, si courte fût-elle, avec Lénine. Elle me fut accordée ^[2]. Je ne me souviens pas de la date exacte mais cela devait être dans les premiers jours qui suivirent l'armistice. La mémoire me fait également défaut quant aux noms des personnes qui assistèrent à cet entretien, en dehors de Boukharine et [Zalkind](#), Commissaire-adjoint aux Affaires étrangères.

Je fus reçu au Smolny et conduit, je crois, au deuxième étage. Le bureau de Lénine était une ancienne salle d'études à laquelle on accédait après en avoir traversé une autre où veillaient deux sentinelles. Ce bureau improvisé était une pièce rectangulaire pas très grande, sommairement meublée : une table fort simple, un fauteuil, quelques chaises, une armoire et, ce qui me frappa, deux pupitres adossés à un mur. Au cours de notre conversation, des papiers à signer étaient apportés, le téléphone carillonnait, ce qui prolongea ma visite et me donna tout loisir d'observer mon illustre interlocuteur durant plus de deux heures.

Ce fut lui qui entra immédiatement dans le vif du sujet :

— Nikolaï Ivanovitch [*Boukharine*] m'a dit que vous avez été l'un de ses meilleurs disciples aux Jeunesses socialistes de Moscou. Il m'a raconté dans quelles circonstances vous avez endossé l'uniforme français et ce que vous attendez de moi. Alors, posez vos questions.

J'avoue avoir été intimidé. Si j'étais profondément convaincu de la justesse de la cause défendue par les Alliés, l'énorme prestige doctrinal de mon vis-à-vis, même dans notre fraction menchevique, agissait sur le jeune socialiste que j'étais. Néanmoins, je me ressaisis et, sans fausse modestie, j'eus le courage de mes opinions. Les arguments que je développai n'avaient rien d'original sinon que je les présentais à Lénine !

C'étaient les thèses usuelles ^[3] de la fraction menchevique qui contestait la possibilité d'une révolution socialiste dans un pays aussi arriéré que la Russie. J'ajoutai que la cause des Alliés était aussi celle des grands socialistes français et anglais, qu'une victoire allemande signifierait un désastre pour toute la démocratie européenne. Puis, j'eus l'audace de conclure brutalement :

— Quel but poursuivez-vous au juste ? Êtes-vous vraiment décidé à lâcher les Alliés, à conclure à

[2] Au sein de la commission doctrinale de notre parti, lors des discussions du programme du P.C. de l'U.R.S.S., publiées dans la « *Revue Socialiste* » de mars 1962, j'avais déjà brièvement évoqué cette entrevue. Depuis, j'ai retrouvé une partie de mes notes de l'époque. Elles me permettent de citer textuellement quelques phrases de Lénine. Pour le reste, avec un demi-siècle de recul, c'est évidemment le sens seul de ses déclarations que je puis authentifier.

[3] Si paradoxal que cela puisse paraître, ces thèses continuent à avoir cours. En effet, certains de nos camarades socialistes ne concluent-ils pas que l'U.R.S.S. n'est qu'un vulgaire capitalisme d'État, conclusion tirée de leur conviction que le bas niveau des forces productrices de la Russie rendait impossible la construction du socialisme. Ils semblent ne pas se rendre compte qu'ils commettent une pétition de principe : l'Union soviétique d'aujourd'hui est tout ce que l'on veut sauf un capitalisme d'État à moins de tomber dans la plus profonde confusion de termes.

n'importe quel prix la paix avec les Allemands ? Vous rendez-vous compte qu'une paix séparée livrerait la Russie pieds et poings liés à un Reich victorieux ?

Lénine m'écouta patiemment, le pouce gauche dans l'échancrure du gilet et un crayon dans la main droite. Puis, clignant des yeux, il eut un sourire malicieux :

— Bon élève d'un bon maître, car je crois que Nikolaï Ivanovitch partage un peu vos sentiments. Eh bien, détrompez-vous, la conjoncture est autre, votre analyse erronée et les choses ne se passeront pas du tout comme vous l'entendez. D'ailleurs, si la conception de base de Marx et Engels quant aux conditions nécessaires de la victoire du socialisme demeure vraie, les fondateurs de notre mouvement ont envisagé certaines éventualités où une révolution en Russie pourrait être l'étincelle allumant la révolution socialiste dans le monde. Lisez la [préface de la troisième édition du Manifeste communiste](#) ^[4]. Mais pour le moment la question n'est pas là. Il s'agit de mettre fin à la guerre impérialiste dans les plus brefs délais. C'est là la question vitale.

S'ensuivit une longue déclaration, j'allais dire leçon, dispensée sur un ton calme mais grave et j'eus nettement l'impression qu'elle ne s'adressait pas à moi seul mais aussi à son entourage, à Boukharine notamment, vers qui Lénine se tournait de temps en temps.

En voici à peu près le sens. De l'examen des rapports des comités révolutionnaires du front parvenus au gouvernement, il ressort clairement que la Russie ne dispose plus de forces combattantes à même d'arrêter l'avance allemande.

Théoriquement, on peut en tirer l'une des trois conclusions :

- 1) poursuivre malgré tout une guerre révolutionnaire de partisans (aujourd'hui on aurait dit guérilla),
- 2) arrêter la guerre sans toutefois conclure la paix,
- 3) conclure la paix, même une paix « honteuse » avec annexion de nos territoires et contributions à verser à l'ennemi.

La première étant une effusion de sang inutile, la deuxième, en fait, une reddition sans condition, la troisième devient inéluctable. Elle ne préjuge point de l'avenir, elle serait une trêve, un répit accordé au pouvoir révolutionnaire. La signature de la paix servirait d'exemple qui devrait être suivi par les autres armées combattantes, en premier lieu par l'armée allemande. La guerre terminée, la grave crise de l'impérialisme, qui est celle de toute notre civilisation, apparaîtra au grand jour sans qu'il soit toutefois possible d'en prévoir les manifestations qui varieront de pays à pays. Il est certain que des mouvements sociaux révolutionnaires éclateront dans les pays capitalistes plus avancés que la Russie.

Aboutiront-ils à la victoire socialiste, où et dans quels délais ? Impossible de le prédire ^[5]. Quant au pouvoir des Soviets, même s'il fait naufrage aujourd'hui, il resurgira grâce aux révolutionnaires socialistes de l'Occident. De leur rapidité dépendent le régime soviétique et sa vie même. En tout cas, les Soviets auront eu le temps de mettre un terme aux hostilités et de donner la terre aux paysans.

Autrement dit, en novembre 1917, Lénine n'espérait la pérennité de son pouvoir que du triomphe socialiste dans les pays capitalistes les plus industrialisés.

[4] Lénine avait raison. Depuis j'ai relu cette préface ainsi que l'interview donnée en Amérique par Engels en l'an 1892 où la même pensée était développée.

[5] Teilhard de Chardin cite, dans sa Genèse d'une pensée, une lettre reçue en août 1917 de son ami l'abbé Breuil, où l'illustre préhistorien donne l'image suivante de la guerre : « *Nous sommes flottés, Boches et Alliés, vers une cataracte qu'un tournant nous cache, mais dont on entend le bruit. Après on ne sait pas ce qu'il y aura. La civilisation est au creuset encore une fois ; mais nous ne connaissons pas le monde.* » Ainsi l'intuition des deux grands croyants rejoignait celle du grand athée en affirmant que la guerre (de 1914) signifiait une crise de notre civilisation et qu'il était impossible de préciser les voies nouvelles qu'elle allait emprunter.

À ce moment, il était encore pénétré de la vieille doctrine de Marx. Il la révisa dans les deux années qui suivirent pour aboutir à la fameuse thèse du socialisme dans un seul pays. Car, ne l'oublions jamais, Lénine a été le plus grand révisionniste du marxisme. Tout en proclamant – de bonne foi d'ailleurs – que son action assurait, dans les conditions du XXe siècle, la continuité de l'œuvre marxiste, Lénine renversait une des conceptions fondamentales de Karl Marx.

Il serait intéressant de rechercher les raisons et les mobiles du revirement de Lénine. Cette étude dépasserait le cadre de simples souvenirs. Disons seulement que le pouvoir s'affermissant de fait, il devenait nécessaire de le justifier par une doctrine socialiste. Lénine aurait-il alors pris – phénomène qui n'est pas rare en politique – chez ses adversaires de toujours, les populistes (*narodniki*), la thèse sur les voies du progrès social particulières à la Russie, différentes de celles de l'Occident ? Les racines de telles conceptions rejoignent les idées des « slavophiles » sur le destin du monde slave. Des Soviétiques auxquels j'ai relaté ma conversation avec Lénine m'ont fait observer que ses propos paraissaient être en contradiction avec ses fameuses [thèses d'avril](#) 1917 et même avec son ouvrage de 1916 [sur l'impérialisme](#) où déjà il admettait la possibilité d'un départ de la révolution socialiste mondiale dans un pays qui serait « *le chaînon le plus faible du système capitaliste* », en Russie par exemple.

Je défends mon prestigieux interlocuteur : il n'y a pas de contradiction car, dans tous ses écrits antérieurs, il subordonnait la pérennité d'une conquête prolétarienne dans « *le chaînon le plus faible* » à une révolution socialiste maîtresse dans les pays capitalistes les plus forts.